

L'Oeil de l'exilé

JOURNAL DE LA MAISON DES JOURNALISTES, 35, RUE CAUCHY, 75015 PARIS
TÉLÉPHONE : 01 48 30 46 73 • COURRIEL : maison.journalistes@wanadoo.fr

*"Je vous écris
de la France"*

*L'Eden se
trouve toujours
sur les terres
d'en face.*

Djosseur, descendant d'une lignée d'éternels voyageurs, n'a qu'un objectif, partir un jour au pays des Nasaras, terre des Blancs. Rien dans son Afrique contemporaine ne lui garantit son quotidien, et encore moins ses vieux jours. Un mois d'hiver plutôt rude, Djosseur débarque à Paris, chez David, qui le reçoit dans sa famille. Jusque-là tout va bien, sauf le climat. Déjà cinq jours écoulés depuis son arrivée. Il doit sacrifier à la tradition, qui attend du voyageur qu'il rassure les siens dès qu'il a trouvé le toit hospitalier.

*"Cher père, chère mère,
chers parents,
Ces quelques mots pour vous
dire que je suis bien arrivé
à Paris. En venant me cher-
cher à l'aéroport, si David
n'avait pas pris des habits
chauds pour moi, je crois que
je serais mort de froid.
Ici, les différences avec chez
nous sont de taille. L'éton-
nement, la perplexité, les sur-
prises, les frayeurs, n'ont
d'égal que ceux du premier
séjour d'un initié dans le
bois sacré.*

(Suite page 4)

LA MAISON DES JOURNALISTES ENFIN DANS SES MURS !



Le 9 octobre 2003, la Maison des journalistes s'installe au 35, rue Cauchy dans le XV^e. Un bâtiment mis à disposition par la Ville de Paris. Les journalistes demandeurs d'asile y sont hébergés grâce au soutien des médias français et du Fonds européen pour les réfugiés.

LA RECHERCHE OBSÉDANTE D'UN ABRI

*C'est la première
des urgences :
trouver un abri
pour la nuit.
Les tribulations
des nouveaux
arrivants :
témoignages.*

**PIERRE * (RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU
CONGO)**

*"Ma première nuit,
je l'ai passée dans
un squat"*

Arrivé en France en juillet 1998, après avoir fui le Kivu (une province située à l'est de la République démocratique du Congo), ce jeune infirmier de 31 ans, reconnu réfugié politique en 2001 par la Commission de recours des réfugiés, n'a jamais oublié ce qu'il qualifie lui-même de "baptême du feu".

"Le jour de mon arrivée, je me suis retrouvé seul à l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle. Un ami de la famille devait venir me chercher et me ramener. Il n'est pas venu : j'étais totalement perdu. En plus, j'avais très peur car je disposais de faux papiers. Je n'arrêtais pas de trembler au moindre passage d'un policier. Surtout que je venais d'assister au refoulement de sept de mes compatriotes, qui avaient embarqué dans le même avion que moi." Désespéré, après avoir attendu son hôte durant plu-

sieurs heures, Pierre n'a plus le choix. Avec un budget de 75 euros, il doit trouver une solution. Vite. Dans pareil cas, l'urgence consiste à quitter l'aéroport avant de se faire prendre et de trouver un abri. Parmi les solutions, il faut déjà exclure l'hôtel : Pierre n'a pas du tout l'intention de montrer les faux papiers qui lui ont permis d'entrer en France.

"Cette nuit-là, moyennant environ 3 euros, j'ai dû la passer dans un squat, à côté de la gare de Saint-Denis,

(Suite page 2)



D'abord un toit !



Photo: Ch. Abramowitz/Foto France

Avant de monter la Maison des journalistes, avec Philippe Spinau, nous avons interrogé des journalistes réfugiés pour savoir ce qui leur avait le plus manqué à leur arrivée en France. Et la réponse était toujours la même : d'abord un toit, ensuite parler, être écouté et entendu. Un toit, c'est ce que nous avons voulu proposer à ces confrères arrivés sans bagages de pays aussi divers que Cuba, la Birmanie, la Biélorussie ou le Congo. Quant à parler, cela s'est fait tout seul. Au sein de la Maison des journalistes, les histoires se racontent, les expériences s'échangent. C'est ce que veut montrer L'ŒIL de l'exilé. Ce travail en commun de journalistes dont le pays, la culture, l'histoire divergent mais qui ont deux points communs : la passion de leur métier et la nouvelle vie d'exilé qu'ils vont mener parmi nous. Au nom des résidents de la Maison des journalistes, merci aux médias qui ont cru en cette Maison et l'ont financée aux côtés du Fonds européen pour les réfugiés, merci à la Ville de Paris qui a mis à la disposition de la MDJ les locaux du 35 de la rue Cauchy, merci à tous ceux et notamment à la Région Ile-de-France, qui ont contribué au financement des travaux, et merci à Reporters sans frontières qui s'est impliquée sans hésiter dans cette nouvelle activité pour la défense de la liberté de la presse.

Danièle Ohayon

LA RECHERCHE OBSÉDÉE



“Croulant sous le poids de mes bagages que je traîne à longueur de journée, je ne suis jamais sûre de passer deux nuits d'affilée dans le même lieu...”

La recherche obsédante d'un abri (suite de la page 1)

où je pensais pouvoir rencontrer un compatriote. À même le sol, je me suis retrouvé avec des clochards aux allures de vrais criminels. Dans ce squat en état de délabrement avancé, où la fumée des cigarettes et les odeurs nauséabondes faisaient bon ménage, je n'ai pas eu sommeil. Toute la nuit, je n'ai fait que méditer. J'ai même regretté d'avoir pris la décision de partir de chez moi.” Plus tard, dans un centre, il est accueilli par un éducateur qui lui explique tout de suite les règles du jeu, en insistant sur le fait qu'il n'est là que pour une nuit. “Dès cet instant, j'avais compris que je devenais comme un oiseau qui vole et ne sait pas où il va. J'avais aussi compris que j'étais destiné à passer des journées entières dans la nature. Je ne me suis guère trompé car, pendant près de sept mois, j'ai erré çà et là avant d'être admis dans un CADA (Centre d'accueil pour demandeurs d'asile) où, il faut le dire, la vie n'était pas rose non plus.” Et de décrire ses journées. “Chaque matin, je devais sortir, comme les pensionnaires de tous les centres d'hébergement d'urgence. À l'époque, je croyais même avoir battu le record de contraventions car je n'arrêtais pas de frau-

der dans le train et le métro... Bien entendu, à mes risques et périls. Je ne parle même pas de tous les moments où je suis devenu fou dans ma tête car j'étais incapable d'aller aux toilettes.” Le soir alors ? “Épuisé à la fin de la journée, il fallait regagner le centre d'hébergement. Juste pour prendre une douche, manger et dormir. Venait alors le moment de faire des rêves...”

MADELEINE* (CAMEROUN)
“Tous les jours, le 115...”

“Je me suis retrouvée dans une situation à laquelle je n'étais réellement pas préparée, être sans domicile fixe (SDF) en France. On était en hiver. J'ai entendu parler du 115 (Samu social) qui recueille des sans-abris à Paris. Le message d'accueil : ‘compte tenu du nombre d'appels, veuillez rappeler ultérieurement’, qui passe et repasse dans le combiné à chaque tentative, décourage. Au bout d'une heure, celui plus rassurant annonçant que : ‘votre appel a été enregistré, un agent social va s'occuper de vous’, vous fait oublier le froid qui vous glace les os. Ma ténacité a fini par payer au bout de quatre heures d'attente. Le car me récupère enfin, à 1 h du matin, et m'em-

mène à un Centre d'hébergement d'urgence (CHU) du 11^e arrondissement. Milieu hétéroclite par excellence. Des clochards aux personnes qui s'y retrouvent par un hasard de circonstance, en passant par des travestis et des transsexuels, on y voit de tout ! Dans ces lieux, les toilettes, salle de bains et salle à manger sont communes, les chambres des hommes et des femmes étant juste séparées par un mur. Après cette première nuit, je dois renouveler l'opération du même 115, dès 8 h le lendemain. Croulant sous le poids de mes bagages que je traîne à longueur de journée, je ne suis jamais sûre de passer deux nuits d'affilée dans le même lieu, tant que je n'ai pas encore engagé mes démarches administratives pour la régularisation de mes ‘papiers’. Ce qui fait dire à certains de mes compagnons d'infortune, que ‘même à son pire ennemi, on ne peut souhaiter de se retrouver par temps d'hiver dans la rue et dans le circuit du 115’ !”

CHÉRIF* (ALGÉRIE)
“Une loge de théâtre, puis la salle de prière d'une mosquée...”

“Mes pérégrinations en France ont commencé lorsque j'ai été condamné à mort par les islamis-

tes, en Algérie. Je suis arrivé dans un état moral et psychique dramatique. Durant un hiver glacial, j'ai passé sept nuits à la belle étoile, au cours desquelles j'ai attrapé une bronchite, et j'ai été hospitalisé d'urgence. En sortant de l'hôpital, le calvaire a commencé. Néanmoins, dans un café à Montmartre, j'ai fait la connaissance d'une metteuse en scène de théâtre, qui m'a hébergé dans une loge pendant cinq mois. Durant mon séjour au théâtre, j'ai pu oublier ma situation en écoutant les pièces de Victor Hugo qui se succédaient. Quelque temps, je me suis retrouvé de nouveau dans les centres d'urgence, où on est entassé comme des sardines dans des dortoirs collectifs. Je n'ai pas pu résister à cause de mon système respiratoire défaillant. Finalement, l'imam d'une mosquée m'a hébergé dans la salle de prière. Quand il a su que j'étais journaliste et condamné par ses frères en Algérie, il m'a chassé. Après toute cette cavale, une femme d'une générosité exemplaire m'a accueilli chez elle et m'a apporté beaucoup de soutien. J'attends la décision du ministère de l'Intérieur concernant l'asile territorial. Je fume deux paquets de cigarettes par jour tout en buvant du thé. Et le cauchemar continue.”

BERTRAND* (CAMEROUN)
“Des nuits à la belle étoile en plein hiver...”

Bertrand, Camerounais, la trentaine, a monté un petit commerce, grâce à un apport financier familial non négligeable. La conjoncture économique de son pays est préoccupante et son petit commerce en prend un sérieux coup. L'idée de partir germe dans sa tête car aucune possibilité d'emploi ne point à l'horizon. Et pour ne pas être une charge pour sa famille déjà démunie, Bertrand décide de tenter une aventure vers l'Angleterre par bateau au départ de Douala, la capitale économique du Cameroun. Tout se serait bien passé, si le port de Dunkerque, dernier barrage avant l'Angleterre, n'était désormais sous surveillance, et la police des frontières particulièrement vigilante ! Bertrand et une dizaine de ses compagnons d'infortune sont interceptés et conduits *manu militari* au poste de police, alors qu'ils tentaient de franchir la frontière. Après un interrogatoire musclé, Bertrand obtient un sauf-conduit, qui lui permet de circuler sur le territoire français. Commence alors pour lui un dur combat de survie, dans un pays où il n'est jamais venu.

ITE D'UN ABRI



Photos: Véronique Fozzoli

"Ne me demandez pas surtout comment j'ai fait pour arriver à Paris," dit-il avec amertume. Après divers épisodes familiaux, il se retrouve à passer des nuits à la belle étoile, en plein hiver, devant des magasins, des bouches de métro, dans les gares. Fatigué, malade, il est recueilli après huit mois d'errance par le Samu social de Paris, qui le dirige vers

des centres d'hébergement d'urgence. *"J'ai demandé à être rapatrié dans mon pays, mais la police a estimé que je n'avais rien fait de mal", dit-il l'air absent.*

Propos recueillis par Mohamed Cherif Bouhouia, Freddy Embumba, Martin Luther Mbita, Marguerite Ntemgoua

** Les prénoms ont été modifiés.*



Photos: Véronique Fozzoli

ALLO COUSIN ? POURQUOI TU NE RÉPONDS PLUS ?

La solidarité africaine mise à rude épreuve

Après la table garnie et les coupes de champagne pour arroser les chaudes retrouvailles avec le frère ou l'ami fraîchement arrivé, commence "l'heure dévêtité" : trouver à son hôte un espace pour la nuit. Dans la tradition de la solidarité africaine, on annonce rarement sa visite. Chez le frère ou l'ami, on se présente sans protocole et une solution doit être trouvée sur place.

La France nous rappelle que, dans ce domaine, sa culture n'a rien de tropical. On n'héberge pas quelqu'un comme on veut. Même s'il est votre parent. Les pouvoirs publics ont un droit de regard sur le confort des habitants d'un quartier. Cela se traduit par la stricte limitation du nom-

bre des personnes dans les appartements. Aussi parle-t-on des F1, des F2, etc. Toute une série d'appellations qui sous-tendent l'idée d'une limitation.

Face à cette réalité, les Africains redoublent d'ingéniosité pour ne pas heurter la sensibilité du frère ou du cousin à qui on ne sait pas refuser un abri. En Afrique, dit-on, s'il y en a pour un, il doit forcément y en avoir pour deux. À celui qui possède de savoir comment partager. On accommode cela aux réalités locales en se mettant d'accord sur un *modus vivendi*.

Règle numéro 1 : il est formellement interdit au frère ou au cousin d'ouvrir la porte à des inconnus. On ne sait

jamaï : un concierge ou un gardien est vite passé pour dénicher les "intrus" dans l'immeuble.

Règle numéro deux : le frère ou l'ami hébergé doit savoir s'effacer pendant certains moments d'intimité du couple hébergeant. Ce qui le pousse à des promenades forcées dans des jardins publics, même en plein hiver.

Vient alors la participation aux frais de ménage. Provisions, loyers, charges des parties communes, EDF, France Télécom, taxe d'habitation, toute une série de factures qui remplissent la boîte aux lettres chaque fin de mois et auxquelles vous êtes convié à contribuer. Façon de vous rappeler que vous devez trouver du travail le plus

tôt possible, même au noir puisque vous n'avez pas encore les papiers qui vous y autorisent.

Sans papier, donc dépourvu de tout compte, vous êtes obligé d'endosser le chèque au nom de la personne qui vous héberge. Très souvent, ce dernier trouve ainsi l'occasion de récupérer les arriérés de participation aux frais de ménage.

Peut-on, dans ce cas, parler encore de solidarité africaine en Europe ? Oui, pensons-nous. Mise à rude épreuve dans un contexte matérialiste et individualiste, elle devrait cependant prendre une autre dimension et s'organiser autrement au risque de tout simplement disparaître.

Léon Awazi Kharomon

Quand on est de trop dans la famille...

Rose-Marie* a déchanté en quelques jours

Quand Rose-Marie débarque à Roissy-Charles de Gaulle, la petite Édith, la fille de sa cousine, qui s'est proposée de lui offrir son toit, est là. En fait, Paris n'est qu'une étape avant sa destination finale, Lille, où une autre chaîne d'accueil s'est constituée à sa sortie du TGV.

"Sacré pays où tout est organisé !" se dit Rose-Marie, très impressionnée par ces facilités de déplacement en si peu de temps et surtout par la gentillesse des membres de la rare famille qu'elle compte en France.

"Mais j'étais loin de savoir que j'allais déchanter au bout de quelques jours ! Eh oui, la chaleur de l'accueil ne dure pas indéfiniment ! Devait-on me le rappeler, car on est en 'France' ! Formule si chère à ceux qui vous ont précédé dans ce pays des 'Blancs'.

J'ai commencé à regarder la réalité en face. Je me sentais déjà de trop chez cette cousine qui m'imposait son rythme. Le comble, c'est que pendant mon hospitalisation pour des problèmes de santé, ma cousine est allée rejoindre son fiancé en Allemagne ! Je me suis donc retrouvée dans la rue."

Benoît* a été "utilisé" pour gagner de l'argent

Le "presque frère" qui accepte de le recevoir signifie à Benoît qu'il ne peut pas l'héberger chez lui car son épouse, française, n'a pas été prévenue. Par contre, il peut lui trouver un abri chez l'un de ses amis. Pour les nuits uniquement, de peur que ce dernier n'exige une contrepartie en travaux domestiques. Par contre, ce frère, chez qui il prend ses repas, l'utilise pour travailler en son nom. Après quatre mois, Benoît a la désagréable surprise de constater que son "frère" perçoit tout l'argent de son dur labeur ! Et comme il n'a aucun moyen de le revendiquer, il préfère arrêter. Comme il fallait s'y attendre, il se voit couper les vivres.

Claire* a pris l'habitude de dormir dans un coin du salon

"Où vais-je habiter ? Où vais-je dormir avec mon fils ? Ces deux questions ne cessaient de trotter dans ma tête, j'étais très triste dans cet avion qui me transportait le 19 août 2000 vers la France. J'ai appelé mon 'bel oncle', mais celui-ci a refusé de nous recevoir car il 'n'avait pas assez de place pour nous héberger'. Mon beau-frère et ma 'belle-tante', qui habitent dans le Sud, acceptèrent de

me recevoir pendant quelques jours, mais l'accueil ne fut pas très enthousiaste et je me rappellerai toujours la première question qui me fut posée : 'Qu'est-ce que tu es venue faire en France ?'

Après dix jours, j'ai regagné la région parisienne, où une compatriote m'a logée pendant un mois et demi. Nous dormions dans un coin de sa salle-à-manger. Ensuite, une autre compatriote accepta de nous héberger pendant toute l'année scolaire, afin de permettre à mon fils d'être scolarisé. Elle nous installa dans un petit coin de son salon.

Demandeuse d'asile, sans papiers, sans travail, sans ressources, sans repères, j'avais tout perdu : ma dignité, mon intimité, je n'étais plus que l'ombre de moi-même. J'étais une femme vulnérable, pleine d'incertitudes, très abattue...

Quand je fus admise à la Maison des journalistes, je dormis pour la première fois dans un lit. Enfin, j'avais un peu d'espace à moi."

Laurent* a été trimballé de parent en parent

"Je suis arrivé en France au moment où l'hiver était rigoureux. Il faisait extrêmement froid. J'ai été accueilli par une sœur à Melun, où elle habite avec ses trois enfants. Il était convenu que je devais rester chez elle

en attendant le résultat des formalités de demande d'asile. Le lendemain, j'ai été désagréablement surpris quand elle m'a annoncé qu'elle ne pourrait pas m'héberger plus d'un mois.

Au terme des 30 jours, j'ai donc changé de résidence. J'ai eu la chance d'être accueilli par un cousin qui a un studio à Chanteloup-les-Vignes, dans le 78. Là aussi pour une durée limitée. J'ai passé deux mois chez ce cousin dans une situation très difficile. Toujours emprisonné dans l'appartement, très souvent avachi par l'oisiveté, je ne pouvais pas me déplacer à cause du coût de transport trop onéreux en Ile-de-France. Après ces deux mois passés dans la tristesse et l'isolement total, je fus accepté par une belle famille à Méru, dans l'Oise. Puis j'ai pu avoir une chambre à la Maison des journalistes.

De Melun, en passant par Chanteloup-les-Vignes jusqu'à Méru, le dénominateur commun est la façon de se coucher : on se ménage une petite place sur le canapé du salon. On se couche après les autres et on est le premier à se réveiller..."

Témoignages recueillis par Alexis Ayivi, Martin Luther Mbita, Marguerite Ntemgoua, Sophie Vembe

** Les prénoms ont été modifiés.*

"Je vous écris de la France" (suite de la page 1)

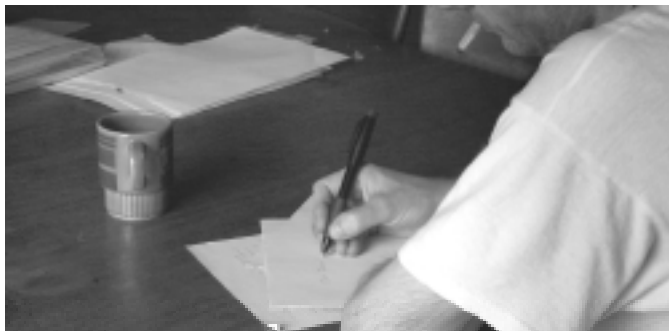


Photo: Vivaldi/FotoFest

La configuration de l'habitat ? Rien à voir avec nos concessions familiales. Moi qui m'attendais à découvrir une forêt de buildings de béton et de verre, plus volumineux, plus hauts et plus brillants que nos tours administratives, ces bâtisses dites super modernes qui nourrissent notre chauvinisme naïf, j'ai tout faux !

Qu'est-ce que je vois dès le premier jour entre l'aéroport et la ville ? Sous mes yeux défilent d'étroites maisons, en général à un niveau, construites sur de petites parcelles, couvertes d'un toit en tuiles rouges au lieu de la tôle ondulée en aluminium importée partout en Afrique. Selon David, ce sont des

pavillons, accessibles seulement aux plus nantis. Vous devinez ma perplexité : si construire une minuscule maison sur moins de 300 mètres carrés – la superficie la plus courante chez nous –, ne rien bâtir à côté pour recevoir les parents et les étrangers de passage, c'est être riche, vivement qu'on me montre où se logent les moins bien lotis...

Là-dessus, mon ami me rétorque que les "messieurs-tout-le-monde" habitent dans des HLM (habitat à loyer modéré).

En effet, sur le parcours, nous traversons des zones entières couvertes d'immeubles, certains de plus de dix étages, entrelacés et décou-

pés, dans un alignement successif et superposé de cages à pigeons géantes. Difficile de croire que des familles entières y sont contenues. C'est peut-être pour cela que les Blancs ne font qu'un enfant ou deux et ne reçoivent pas de parents du village.

Mes hôtes sont forts sympathiques, ils m'expriment leur joie de recevoir l'ami que leur fils avait à Abidjan par de petites attentions dont nous imaginons rarement les Blancs capables, au pays. Vu qu'ils possèdent un rez-de-

chaussée avec jardin en plein centre-ville, j'en déduis qu'ils sont un peu riches.

David m'a cédé sa chambre et, à ma grande surprise, dort au salon sur un divan qui se

transforme en lit quand on le déplie. Il ne veut pas déranger son petit-frère dans son espace. Dans ce pays, chacun respecte scrupuleusement les droits de l'autre. Fût-il plus jeune que soi !

Pour revenir à leur maison, ils ont beau être riches comme je le crois, les dimensions des lieux apparaissent réduites à l'Africain que je suis. Mais le premier constat qui me saute aux yeux, c'est l'ingéniosité avec laquelle chaque angle, chaque mètre carré des surfaces s'exploite. Les meubles ? Tous pratiquement démontables. Quand des convives viennent manger à la maison, des chaises supplémentaires et des guéridons surgissent derrière la bibliothèque. Après le repas, ce mobilier d'appoint disparaît pour mettre en valeur les fleurs, les ouvrages et les objets de décoration. Les Français vouent un culte à leur intérieur.

La cuisine n'est pas plus grande que notre enclos réservé aux ablutions avant les prières. Mais il faut voir tout ce qu'elle contient : réfrigérateur, cuisinière à four, machine à laver la vaisselle (ici ce n'est pas l'homme qui lave les assiettes), étagères

d'épices, réserve de nourriture, livres de cuisine, machine à café, ustensiles divers, produits et matériels d'entretien, etc, le tout soigneusement rangé pour faciliter les mouvements.

La salle d'eau ? Je ne vous raconte pas ! Un *cabigi*, à peine plus large que deux guérites collées. Je n'arrête pas de me cogner aux parois chaque fois que je me baisse pour me laver les pieds. Dans les chambres, les lits trônent au milieu des pièces, le côté tête collé au mur. Pas plus d'un mètre ne les sépare de chacun des murs. L'espace de rangement se négocie comme dans tout le reste de la maison. Même sous les lits se logent des tiroirs pour les chaussettes, les pulls, les vieux bouquins et le bazar.

En attendant de vous raconter un jour ce que les esprits m'ont réservé sur mon chemin, vous savez désormais où j'ai atterri.

Vraiment, pays des Blancs c'est doux (agréable), mais l'habitat c'est trop petit modèle.

Atoouuuu ! (embrassades) à toute la famille."

Notre fils Djosseur P/0 SORO Solo

POINT DE VUE

DU BON USAGE DE L'ACCUEIL

Dur exercice que celui de l'exil ! Surtout lorsqu'on ne facilite pas la tâche dans le pays d'accueil...

"L'exil nous fait basculer dans l'inconnu et nous oblige à nous confronter à des cultures qui ne sont pas les nôtres. Avant cette réalité, la seule attitude possible, celle qui, je le crois, relève du simple bon sens, consiste à 'faire avec'. C'est le prix à payer (si prix à payer il y a !) pour s'intégrer dans la nouvelle société qui nous accueille. Que nous coûte l'observation des règles de bonne vie et mœurs du pays où l'on a trouvé refuge ? Juste un peu d'effort et surtout

la volonté de se débarrasser des mauvaises habitudes acquises dans des pays d'origine, habitudes que l'on pense à tort relever de la culture et qui ne sont que le fait de la démission des pouvoirs publics. L'intégration, contrairement à ce que certains ont tendance à croire, n'est pas synonyme de déracinement. Il est plutôt question de se débarrasser de ce 'vieil habit' qui pose problème et d'apporter à son hôte nos valeurs. La France nous attend au rendez-vous

du 'donner et du recevoir', si cher à Léopold Sédar Senghor. À ce rendez-vous, elle ne nous obligera pas à manger du camembert, mais elle se devra de nous rappeler le sens de l'organisation de son espace public. L'espace public se retrouve dans la rue, mais aussi dans la co-propriété. Faut-il rappeler qu'ici, il n'est pas bon de transformer son appartement en 'discothèque' ? Que les poubelles sont faites pour les ordures, lesquelles ne se jettent pas dans les couloirs ni dans les ascenseurs ? Le spectacle désolant qu'offrent certaines cités est révélateur de ce refus de s'intégrer aux règles simples de la vie en communauté. N'est-ce pas ainsi que se reforme le piège de la 'ghettoisation' de certaines communautés d'immigrés ?

Léon-Awazi Kharomon

LA SINGULARITÉ BIRMANE

La majorité des nombreux ressortissants asiatiques vivant en France est constituée de Chinois, de Bangladaï et de Sri Lankais. Ce sont les principales communautés originaires d'Extrême-Orient et d'Asie du Sud. Viennent ensuite Vietnamiens, Cambodgiens, Laotiens et Thaïlandais, Indiens et Pakistanais. Les Birmans sont considérablement moins nombreux : certainement moins d'une centaine de ressortissants en France, alors que leur pays compte près de 50 millions d'habitants. Quelles sont les raisons de la quasi-absence de citoyens birmans sur le territoire français ? Il y a bien évidemment la très grande distance qui sépare les deux pays, la presque totale impossibilité de pratiquer la langue française en Birmanie. Sans oublier le peu de relations entre les deux gouvernements.

Ces raisons ne peuvent cependant en elles-mêmes suffire à expliquer que les Birmans n'aient pratiquement pas encore "exploré" le sol de la

France. La première raison de ce retard est tout simplement la nature dictatoriale du régime politique imposé, depuis plus de quarante ans, au peuple birman, notamment depuis la répression du mouvement démocratique de 1988 qui se poursuit aujourd'hui encore. L'oppression exercée par le régime des généraux, sous toutes sortes de formes, rend particulièrement ardu le voyage jusqu'en France ou vers n'importe quel autre pays européen pour qui voudrait tenter l'aventure en partant de Rangoon.

Du fait de la petite taille de leur communauté, les Birmans sont confrontés à de nombreuses difficultés dans l'accès aux institutions étatiques, comme au secteur économique, pour accéder aux emplois et dans leur vie de tous les jours. Les Birmans ne possèdent pas ces relations et facilités de contact qui leur permettraient de résoudre bon nombre de problèmes, comme de créer des entreprises.

Thinn Thiri

Ce journal a été réalisé avec le soutien du Fonds européen pour les réfugiés.

LEXIQUE

Le 115 C'est un numéro d'urgence gratuit, accessible de n'importe quelle cabine, même sans carte téléphonique, 24 heures sur 24. Il permet d'obtenir un lit d'urgence, pour une nuit. Un sans-abri doit quitter l'accueil d'urgence le matin, entre 7 et 9 heures. Les Centres d'hébergements d'urgence ouvrent entre 18 h 30 et 19 h. Chaque jour, le sans-abri doit recommencer la démarche. Le 115 est départementalisé. À Paris, le 115 est géré par le Samu social.

CPH Centre provisoire d'hébergement. Il en existe 8, avec une capacité d'accueil de 1 043 places. Les CPH ne sont pas spécifiquement dédiés aux demandeurs d'asile.

CADA Centre d'accueil pour demandeurs d'asile. A ce jour, on compte 166 CADA, soit 11 300 places. Les CADA sont des structures d'hébergement spécialisées qui offrent une information spécifique aux demandeurs d'asile. Il reçoit donc ceux qui attendent la réponse de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), lequel va leur accorder, ou non, le statut de réfugiés politiques. Le fonctionnement des CADA est régi par des circulaires émanant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Leur existence découle de l'application de la Convention de Genève.

AUDA Accueil d'urgence pour demandeurs d'asile. C'est un dispositif particulier (1 200 places) mis en place pour désengorger Paris, où le nombre de postulants au statut de réfugiés est largement supérieur au nombre de places en CADA. Ce sont, soit des chambres mises à disposition de manière temporaire, soit des lits en foyers sociaux. L'encadrement y est plus réduit que dans les CADA.

L'ŒIL de l'exilé

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION Danièle Ohayon. **RÉDACTRICE EN CHEF** Anne Belot. **ÉQUIPE DE RÉDACTION** Alexis Aiyivi, Yoel Blanco Garcia, Mohamed Chérif Bouhouia, Franck Ekon, Freddy Embumba, Léon Kharomon, Martin Luther Mbita, Marguerite Ntemgoua, Vitali Radkevich, Souleymane Soro Solo, Sophie Vembe, Thinn Thiri, Jean-Noël Woumo. **MAQUETTISTE** Maryse Zaleszstejn. **IMPRESSION** Amalgames, 15-17, rue du Landy 93120 Saint-Denis-La Plaine. **MAISON DES JOURNALISTES** 35, rue Cauchy, 75015 Paris - Tél. : 01 48 30 46 73. Courriel : maison.journalistes@wanadoo.fr - Directeur : Philippe Spinau